

Directive n° CE	Dénomination	Journal officiel	
2002/7/CE	Directive 2002/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 février 2002 modifiant la Directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.	L 67	09.03.2002
Richtlijn nr EG	Benaming	Publikatieblad	
2002/7/EG	Richtlijn 2002/7/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 februari 2002 tot wijziging van Richtlijn 96/53/EG van de Raad houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten.	L 67	09.03.2002

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Mobilité et des Transports est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de eerste maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 974

[C — 2003/09195]

19 FEVRIER 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 octobre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la mise en œuvre de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, génère pour la Sûreté de l'Etat un nombre important de missions qui nécessite un personnel en nombre suffisant pour les exécuter de façon efficiente; que l'effectif actuel du personnel des services extérieurs est devenu insuffisant et ne permet plus à l'administration de la Sûreté de l'Etat de fonctionner de manière performante et de remplir les missions qui lui sont dévolues; que ce déficit en personnel appelle sans retard un recrutement de personnel des services extérieurs; qu'il s'avère dès lors urgent d'accélérer la procédure de recrutement et d'adapter les dispositions actuelles régissant le recrutement du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat aux principes ainsi qu'aux modalités de sélection instaurés dans le cadre de la modernisation de la fonction publique fédérale;

Considérant que l'Ecole de Criminologie et de Criminologie dont une des missions était, en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant restructuration de l'Ecole de Criminologie et de Police scientifique en raison de son intégration dans l'Institut national de Criminologie, d'organiser les cours du degré moyen,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 974

[C — 2003/09195]

19 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 oktober 2002;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting van 16 januari 2003;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken van 10 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de inwerkingstelling van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, voor de Veiligheid van de Staat een omvangrijk aantal opdrachten meebrengt, die een voldoende aantal personeelsleden noodzakelijk maakt om ze op een doeltreffende wijze te volbrengen; dat het huidige personeelsbestand van de buitendiensten ontoereikend is en niet meer toelaat aan het bestuur van de Veiligheid van de Staat om op een bevredigende wijze te functioneren en de opdrachten te volbrengen die hem zijn toegewezen; dat dit tekort aan personeel zonder uitstel de aanwerving noodzakelijk maakt van personeel van de buitendiensten; dat het daarom dringend is de procedure van aanwerving te versnellen en de huidige bepalingen die de aanwerving van personeel van de buitendiensten regelen aan te passen aan de beginselen en de selectiemodaliteiten die ingesteld werden in het kader van de modernisering van de federale openbare dienst;

Overwegende dat een van de opdrachten van de School voor Criminologie en Criminologie, in toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 november 1992 houdende herstructurering van de School voor Criminologie en Criminologie wegens de integratie ervan in het Nationaal Instituut voor Criminologie, het organiseren

première et deuxième partie, et les cours du degré supérieur, première et deuxième partie pour membres de la Police judiciaire ainsi que pour les membres des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat;

Considérant que les membres de la Police judiciaire ont été intégrés depuis le 1^{er} janvier 2001 dans la Police fédérale instituée par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

Considérant que l'Ecole précitée a restructuré l'ensemble de ses programmes de cours afin de satisfaire aux exigences de formation de la police intégrée de manière telle que les programmes du degré moyen et du degré supérieur ne seront plus jamais organisés;

Considérant que précisément le suivi et la réussite du programme des cours du degré moyen et du degré supérieur constituent une des conditions de nomination des inspecteurs et des commissaires stagiaires des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat visées respectivement aux articles 34, alinéa 2, 1^o, et 35, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté royal du 22 août 1998 précité;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence d'adapter d'urgence les textes réglementaires afin de ne pas entraver la carrière du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et le bon fonctionnement du service;

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans l'intitulé et dans le texte de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, les mots « personnel des services extérieurs de l'administration de la Sûreté de l'Etat » sont remplacés par les mots « personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat ».

§ 2. Dans le même arrêté, les mots « le recrutement », « le concours de recrutement » et « le concours » sont remplacés respectivement par les mots « la sélection », « la sélection comparative » et « la sélection d'accession au niveau supérieur ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Par dérogation au statut des agents de l'Etat, ne sont pas applicables aux membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat les articles 12, 13, 15, 16, 17, 17bis, 20, 20bis, § 1^{er}, 24, 26, 27, 28ter, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, et § 4, 28quater à 39, 56 à 63, 70bis à 71, 72, §§ 4 et 5, 73 à 75, 77, 78, 80, 81bis, 82 à 95 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ainsi que les arrêtés pris en exécution de ces articles. »

Art. 3. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Les candidats au recrutement aux emplois d'inspecteur et de commissaire des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- 1^o être belge;
- 2^o jouir des droits civils et politiques;
- 3^o être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 4^o avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5^o au jour où expire le délai d'inscription à la sélection comparative :

— pour les candidats à la fonction d'inspecteur; être âgé de 21 ans au moins;

— pour les candidats à la fonction de commissaire, être âgé de 25 ans au moins;

6^o être porteur d'un diplôme ou d'un certificat figurant à l'annexe 1ère de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et qui est pris en considération pour l'admission dans les administrations de l'Etat sous la rubrique « Niveau 1 » pour le grade de commissaire, sous la rubrique « Niveau B » pour le grade d'inspecteur;

7^o avoir réussi la sélection comparative d'inspecteur ou de commissaire des services extérieurs selon le cas;

8^o avoir été agréé comme candidat par le Ministre de la Justice après avis de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat et être titulaire d'une habilitation de sécurité conformément à la loi du 11 décembre 1998 sur la classification et les habilitations de sécurité;

van de cursussen van de middelbare graad, eerste en tweede gedeelte, alsmede de cursussen van de hogere graad, eerste en tweede gedeelte, bestemd voor de leden van de Gerechtelijke Politie en de leden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat was;

Overwegende dat de leden van de gerechtelijke politie sinds 1 januari 2001 zijn geïntegreerd in de Federale Politie zoals ingesteld bij de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Overwegende dat de voornoemde School het geheel van haar opleidingsprogramma's heeft gereorganiseerd teneinde te voldoen aan de opleidingsvereisten van de geïntegreerde politie, op zo'n manier dat de programma's voor de middelbare graad en voor de hogere graad nooit meer zullen worden georganiseerd;

Overwegende dat juist het volgen en het slagen voor het opleidingsprogramma van de middelbare graad en van de hogere graad een van de voorwaarden vormen voor de benoeming van de inspecteurs en commissarissen-stagiairs van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, bedoeld in artikel 34, tweede lid, 1^o, en in artikel 35, tweede lid, 1^o, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 augustus 1998;

Overwegende dat dientengevolge de reglementaire teksten dringend moeten worden aangepast, teneinde de loopbaan van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en het goed functioneren van de dienst niet te belemmeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. In de titel en de tekst van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat worden de woorden « personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat » vervangen door de woorden « personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat ».

§ 2. In hetzelfde besluit, worden de woorden « de werving », het vergelijkend wervingsexamen » en « het vergelijkend examen » vervangen door de woorden « de selectie », « de vergelijkende selectie » en « de selectie van toegang tot het hogere niveau ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. In afwijking van het statuut van het rijkspersoneel zijn op de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat niet van toepassing de artikelen 12, 13, 15, 16, 17, 17bis, 20, 20bis, § 1, 24, 26, 27, 28ter, § 1, derde lid, 2^o, en § 4, 28quater tot 39, 56 tot 63, 70bis tot 71, 72, §§ 4 en 5, 73 tot 75, 77, 78, 80, 81bis, 82 tot 95 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel alsmede de besluiten vastgesteld ter uitvoering van die artikelen. »

Art. 3. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De gegadigden voor de werving in de betrekkingen van inspecteur en van commissaris van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat moeten aan de volgende vereisten voldoen :

- 1^o Belg zijn;
- 2^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3^o zich gedragen naar de vereisten van het ambt;
- 4^o aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 5^o op de dag dat de inschrijvingstermijn voor de vergelijkende selectie verstrijkt :

— voor de gegadigden voor de functie van inspecteur, ten minste 21 jaar oud zijn;

— voor de gegadigden voor de functie van commissaris, ten minste 25 jaar oud zijn;

6^o houder zijn van een diploma of een, studiegetuigschrift dat voorkomt in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en dat in aanmerking komt voor de toelating tot de Rijksbesturen onder rubriek « Niveau 1 » voor de graad van commissaris, onder rubriek « Niveau B » voor de graad van inspecteur;

7^o geslaagd zijn in de vergelijkende selectie voor inspecteur of commissaris van de buitendiensten naargelang het geval;

8^o door de Minister van Justitie na advies van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat als gegadigde aanvaard zijn en houder zijn van een veiligheidsmachtiging overeenkomstig de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen;

9° être titulaire dun permis de conduire belge ou européen de la catégorie B et être titulaire, à la suite d'un examen médical subi devant un médecin de l'Office médico-social de l'Etat, d'un permis du groupe 2 en application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

10° répondre aux conditions d'aptitudes médicales requises pour l'exercice de la fonction lesquelles sont fixées par le Ministre de la Justice. »

Art. 4. § 1^{er}. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. Les sélections comparatives d'inspecteur et de commissaire des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont organisées, chaque fois que les besoins du service le requièrent, à la demande de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat, sur base d'une description de fonction et d'un profil de compétence, par l'administrateur délégué de SELOR-Bureau de Sélection de l'Administration fédérale.

Les Sélections comparatives d'inspecteur et de commissaire sont organisées de manière à conduire à un classement de lauréats.

§ 2. L'administrateur délégué de SELOR-Bureau de Sélection de l'Administration fédérale fixe la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions relatives aux diplômes et aux certificats d'études.

§ 3. L'administrateur délégué de SELOR-Bureau de Sélection de l'Administration fédérale vérifie les conditions générales et spéciales d'admissibilité visées aux articles 16, 1° à 6°, et 17, §§ 1^{er} et 2, pour le grade pour lequel l'intéressé concourt.

§ 4. Dès que l'administrateur délégué de SELOR-Bureau de Sélection de l'Administration fédérale constate, pendant une sélection comparative, qu'un candidat ne remplit pas, ou ne pourra pas remplir une des conditions générales ou spéciales d'admissibilité pour le grade pour lequel l'intéressé concourt, il exclut celui-ci de la sélection comparative et lui notifie sa décision ainsi que les motifs de celle-ci.

§ 5. A l'issue de la sélection comparative d'inspecteur ou de commissaire des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, selon le cas, l'administrateur délégué SELOR-Bureau de Sélection de l'Administration fédérale établit la liste des lauréats auxquels la sélection comparative a conduit et transmet celle-ci à l'Administrateur général de la Sûreté de l'Etat accompagnée des données personnelles relatives aux lauréats visées à l'article 16, 1° à 6°. »

Art. 5. § 1^{er}. A l'article 24 du même arrêté, les mots « à l'article 16, 8° à 10° » sont ajoutés après le mot « requises ».

§ 2. A l'article 28 du même arrêté, les mots « à l'exception de la partie à suivre à l'Ecole de Criminologie et Criminalistique » sont supprimés.

Art. 6. § 1^{er}. Les articles 18, 19, 20 à 23, 30, alinéa 1^{er}, 34, alinéa 2, 1°, et 35, alinéa 2, 1°, du même arrêté sont abrogés.

§ 2. L'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 organisant le concours de recrutement au grade d'inspecteur des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat est abrogé.

§ 3. L'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 organisant le concours de recrutement au grade de commissaire des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 6, § 1^{er}, qui, pour ce qui concerne l'article 35, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal du 22 août 1998 portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, produit ses effets à partir du 1^{er} février 2000.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

9° houder zijn van een Belgisch of Europees rijbewijs geldig voor het besturen van voertuigen van categorie B en houder zijn, na een medisch onderzoek afgelegd voor een geneesheer van de Sociaal-Medische Rijksdienst, van een bewijs voor groep 2 in toepassing van artikel 43, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

10° doen blijken van de vereiste medische geschiktheid voor de uit te oefenen functie, welke door de Minister van Justitie wordt vastgesteld. »

Art. 4. § 1. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. § 1. Telkens de behoeften van de dienst het vereisen worden, op vraag van de Administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat, vergelijkende selecties van inspecteur en commissaris van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat georganiseerd door de afgevaardigd bestuurder van SELOR-Selectiebureau van de Federale Overheid, op basis van een functiebeschrijving en een competentieprofiel.

De vergelijkende selecties voor inspecteur en commissaris worden zodanig georganiseerd dat ze leiden tot een rangschikking van geslaagden.

§ 2. De afgevaardigd bestuurder van SELOR-Selectiebureau van de Federale Overheid stelt de datum vast waarop de gegadigden moeten voldoen aan de vereisten inzake diploma's of studiegetuigschriften.

§ 3. De afgevaardigd bestuurder van SELOR-Selectiebureau van de Federale overheid verifieert de algemene en bijzondere toelaatbaarheidsvereisten bedoeld in de artikelen 16, 1° tot 6°, en 17, §§ 1 en 2, voor de graad waarnaar de betrokkene mededingt.

§ 4. Zodra de afgevaardigd bestuurder van SELOR-Selectiebureau van de Federale Overheid in de loop van een vergelijkende selectie vaststelt dat een gegadigde niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan een van de algemene of bijzondere toelaatbaarheidsvereisten die gelden voor de graad waarnaar de betrokkene meedingt, sluit hij deze van de vergelijkende selectie uit en geeft hem kennis van zijn beslissing en van de redenen ervan.

§ 5. Na afloop van de vergelijkende selectie van inspecteur of van commissaris van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, naargelang het geval, stelt de afgevaardigd bestuurder van SELOR-Selectiebureau van de Federale Overheid de lijst op van de geslaagden waartoe de vergelijkende selectie aanleiding heeft gegeven en verzendt deze aan de Administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat met de persoonsgegevens betreffende de geslaagden, bedoeld in artikel 16, 1° tot 6°. »

Art. 5. § 1. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden « van artikel 16, 8° tot 10° » toegevoegd na het woord « toelaatbaarheidsvereisten ».

§ 2. In artikel 28 van hetzelfde besluit vervallen de woorden « met uitzondering van het bij de School voor Criminologie en Criminalistiek te volgen gedeelte ».

Art. 6. § 1. De artikelen 18, 19, 20 tot 23, 30 eerste lid, 34, tweede lid, 1°, en 35, tweede lid, 1°, van het hetzelfde besluit worden opgeheven.

§ 2. Het ministerieel besluit van 10 december 1998 tot regeling van het vergelijkend examen voor de werving in de graad van inspecteur bij de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat wordt opgeheven.

§ 3. Het ministerieel besluit van 10 december 1998 tot regeling van het vergelijkend examen voor de werving van de graad van commissaris bij de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van artikel 6, § 1, dat voor wat betreft het artikel 35 tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit van 22 augustus 1998 houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2000.

Art. 8. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN